

Achères, le 23 février 2012

LES ASSISES DU FERROVIAIRE OU COMMENT ASSASSINER LE SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE !



Les assises ferroviaires initiées par Mme la Ministre Nathalie Kosciusko-Morizet, se sont terminées le 15 décembre 2011. Après 3 mois, les présidents des quatre commissions ont présenté leurs rapports.

Ils ont permis à Mme la Ministre de conclure l'exercice par l'annonce d'un plan de travail pour préparer la mise en œuvre d'une réforme libérale du système ferroviaire.

L'orientation, guidée par la rentabilité financière, est la poursuite de l'ouverture à la concurrence.

Le démantèlement de la SNCF se fera sous prétexte d'une réunification de l'infrastructure.

A plus ou moins long terme c'est plus d'un tiers du réseau utilisé par moins de 20 trains par jour qui sera cédé ou disparaîtra. Ceci est un exemple sur les menaces qui pèsent sur plus de 11 200 kms de lignes et sur l'unicité du réseau. Les objectifs sont donc : Le démantèlement de la SNCF à court terme avec l'éclatement de l'entreprise publique SNCF, soit vers RFF, soit sous la forme d'un Groupe composé de filiales ; la casse du statut des cheminots et de la réglementation du travail et l'extinction du régime spécial de retraite et de prévoyance ;

Mais malheureusement, la Direction n'a pas attendu les orientations gouvernementales pour mettre en concurrence les cheminots.

LE COMMERCIAL

L'orientation de la Direction et du Gouvernement est claire depuis plusieurs années !!!

La création de la filiale « City-One » 100% SNCF, qui avait pour mission d'assister les cheminots lors de travaux avec transbordement, a été très vite utilisée pour concurrencer les agents sur l'humanisation des gares.

L'exemple sur l'UO de St Cloud est représentatif de cette dynamique, car ce sont maintenant les agents « d'EFFIA » qui réalisent les « Grande Soirée ».

La SNCF, n'a pas attendu les assises du Ferroviaire pour mettre en place sa propre concurrence !!!

Dans cette perspective, la SNCF, a voulu mettre en place « l'annexe B8 de la VO728 », qui avait pour simple objectif de déshumaniser toutes les gares de moins de 500 entrants et de réduire le service de celles ayant plus de trafic, ce qui représente moins 46 agents sur la région.

Cette mise en place est en lien directe avec l'annonce de la possible fermeture des 11200 km ligne (un tiers du réseau actuel) annoncée dans les conclusions des Assises Ferroviaire.

Grâce à l'action des cheminots du commercial ET de la CGT, la mise en place de cette « Annexe B8 » est reportée !!!

Pour la CGT cette « Annexe » est seulement mise en « stand by » par la Direction, en attendant la mise en place concrète des conclusions des assises.

Cela prouve que l'action des cheminots peut faire changer l'orientation qui est donnée par le Gouvernement et la SNCF, pour le Service Public Ferroviaire.

c'est la solution

ADC

A la conduite des trains, des ADC sont déjà détachés dans des filiales (Naviland ou VFLI,..) les conditions de travail telles que nous les connaissons aujourd'hui : roulement avec grille de repos annuel, risque de disparaître.

Des « pool -Fac » sont déjà mis en place (Grande Réserve Transilien), ces agents sont mobiles en île de France et donc en service Facultatif. Ce qui se traduit pour l'agent par aucune vision de son service de commande. Il existe aussi un « pool-infra », ces agents sont gérés par l'infra

pour faire des trains de travaux. Demain, avec la casse de la SNCF, cette démarche volontaire deviendra obligatoire.

Les agents de conduite peuvent se poser des questions sur leurs parcours professionnels, comment faire pour passer de la banlieue à la grande ligne par exemple ? L'objectif de la direction est de nous cloisonner par ligne ! À l'heure actuelle, il reste encore beaucoup de roulements mixtes malgré les attaques répétées dans ces roulements.

LE MATÉRIEL

L'avenir n'est pas glorieux non plus, car l'orientation du Gouvernement et de la Direction du Matériel est de privatiser tous nos ateliers de maintenance en les transformant en PME... Avec pour seul but de se concurrencer en interne pour au final détruire encore un peu plus notre outil de travail !!! Mais la Direction du Matériel, à déjà pris les devants en annonçant la privatisation à 51% d'un de nos trois ateliers de réparation d'essieux. Pour information, l'actionnaire de cette société n'est qu'un fond d'investissement qui n'a pour seule politique que la recherche du profit et est responsable de la désindustrialisation de notre pays. Mais sur notre Etablissement Technicentre de PSL, la politique de séparation d'activités rentre dans la même

politique mise en place par le Gouvernement et la Direction afin de privatiser notre métier.

La Direction, en spécialisant nos ateliers de maintenance à une seule activité, met à mal une fois encore les passerelles qui existaient auparavant.

Cela n'est pas la seule démarche entamée par la Direction pour détruire notre outil de travail, car l'externalisation des différents travaux sur les Installation et Outillage avance à grand pas.

Nos anciens nous ont prouvé que par la mobilisation et par l'action des cheminots, on faisait bouger les curseurs. Aujourd'hui c'est à notre tour de lutter tous ensemble afin de garder notre Entreprise intégrée de Service Public !!!

L'EQUIPEMENT

A l'équipement, cela fait déjà des décennies que les entreprises privées interviennent sur le réseau ferré principalement pour assurer des prestations de renouvellement de voies ou d'appareils qui nécessitent des engins spécifiques dont la SNCF n'a jamais voulu se doter en nombre suffisant.

Mais, depuis quelques temps déjà, les événements s'accroissent avec une augmentation de la part des opérations de maintenance confiées à la sous-traitance, car les effectifs cheminots ne permettent plus d'assurer ces tâches et ce, malgré la création d'équipes cheminotes dédiées à certains types de maintenance.

Pire, c'est même l'abandon de certaines tâches qui sont confiées - comme la conduite des trains de travaux sur Achères - à des agents de VFLI (filiale du groupe SNCF). Ces agents n'ont pas les mêmes Durées Journalières de Service (une autre réglementation du travail) qu'un agent de conduite SNCF, paye son billet de train pour venir travailler etc...

Dernièrement, c'est la direction de l'entreprise qui présente au CCE du 24 janvier le projet de création d'une filiale travaux (Sféris) au sein de l'infra SNCF avec des salariés de droit privé basé sur les conventions collectives du bâtiment... 1000 élus et mandatés dont 800 de la CGT s'étaient rassemblés ce 24 janvier 2012 devant le siège SNCF pour s'opposer à ce projet. Dans certaines régions, l'annonce des circulations de trains est confiée à des entreprises privées.

On assiste à un véritable bradage de nos métiers et de notre sécurité sous prétexte de baisser nos coûts de production. Cela est inadmissible et les cheminots ne laisseront pas casser nos métiers sans lutter. La CGT sera de ce combat et continuera de défendre l'entreprise publique intégrée pour que les citoyens aient des trains qui circulent en toute sécurité pour tous.

Tous ensemble, mobilisons nous le 29 février 2012 par une action de grève, luttons contre le démantèlement de notre entreprise de service public et la casse de notre statut !!!

La CGT a d'ores et déjà déposé un préavis de grève qui couvrira l'ensemble des cheminots, afin de se rendre à la manifestation qui partira à 14h de la Bastille, pour se finir à Nation.

Stoppons le système ferroviaire Libérale et capitaliste que veulent nous imposer le gouvernement et la direction au détriment de la sécurité, de la qualité et du service public pour tous !!!